

Bill C-30—Attribution de temps

Qu'il vienne ici nous expliquer ce qu'il voulait dire par là! Voulait-il dire que le gouvernement va s'attaquer à l'inflation de toute urgence, et que tant qu'il n'aura pas jugulé l'inflation il ne faut pas compter voir la situation de l'emploi s'améliorer? Dans quel sens s'orientait-il? Comment va-t-il réaliser cela?

Le ministre est un globe-trotter. Il a assisté à un déjeuner de la Chambre de commerce France-Canada à Paris—le «Gai Paris».

Une voix: Racontez-nous!

M. Crosbie: Pendant que le chômage augmente au Canada, le ministre se balade dans le «Gai Paris». Que disait-il de ses priorités le 2 juin? La première, disait-il, c'était de...

Réduire de façon progressive le déficit budgétaire actuel.

Voilà la priorité du ministre des Finances (M. MacEachen), mais ici au Canada ce n'est pas du tout la priorité du premier ministre (M. Trudeau), qui nous apprend que son gouvernement n'est pas si obsédé par le déficit que le gouvernement précédent et qu'il ne va pas risquer d'augmenter le chômage en réduisant le déficit. Les Canadiens veulent savoir comment le ministre va réduire le déficit sans augmenter le chômage.

Le premier ministre a également dit que le gouvernement n'a pas besoin de réduire le déficit pour soutenir l'économie parce que l'économie est en santé. Les Canadiens n'arrivent pas à comprendre comment l'économie peut être en santé quand le chômage augmente.

Selon le sous-ministre des finances, M. Stewart, il est admis que le budget fédéral est en net déséquilibre, mais cela le premier ministre n'a pas l'air de s'en rendre compte. D'après M. Stewart, ce déséquilibre budgétaire va devoir être finalement réglé par des hausses d'impôt généralisées et à tous les chapitres. Les Canadiens veulent savoir ce que c'est que ces hausses d'impôt généralisées. Quand le ministre va-t-il nous parler de tout cela? Qui sera frappé? Qui sont les poissons qui vont être pris au filet, ou encore quels filets allons-nous tendre aux poissons? C'est ce que nous voulons savoir. C'est aussi ce que la population du Canada veut savoir.

Le ministre songe-t-il sérieusement à mettre fin à l'indexation de l'impôt sur le revenu? Imposera-t-il une taxe spéciale sur les produits de raffinerie? Le ministre soutiendra peut-être qu'il est très urgent que nous adoptions ce projet de loi, madame le Président, parce que le gouvernement ne peut plus emprunter un traître sou si le projet de loi n'est pas adopté, c'est-à-dire que nous ne pourrions verser ni l'allocation aux mères, ni la pension de sécurité de la vieillesse si le gouvernement ne peut emprunter cet argent. Quel aveu d'échec cela serait! Je tiens à avertir le ministre de ne pas nous servir cet argument parce qu'un journaliste du *Globe and Mail* a publié un article le 5 juin dont je vous cite un extrait:

Des fonctionnaires du ministère des Finances insistent sur le fait qu'ils disposent encore d'une marge de manœuvre suffisante, pour émettre les obligations ce mois-ci même si le nouveau projet de loi n'est pas adopté pour la fin du mois.

En d'autres termes, le gouvernement croit pouvoir emprunter encore un autre milliard de dollars ce mois-ci sans que la loi ne soit adoptée; il n'en a pas besoin durant le mois de juin. Pourquoi alors se presser à appliquer la clôture au débat, la guillotine, madame le Président, si le gouvernement n'a pas besoin de plus de pouvoir d'emprunt ce mois-ci?

On dit que la petite entreprise craint un peu l'avenir du régime d'obligations. Fort heureusement, le ministre a maintenant échappé aux dangers qui le guettaient à Paris, car

quiconque va à Paris risque d'avoir trop de plaisir. Quand va-t-il nous dire, à nous et aux propriétaires de petites entreprises, quel avenir il réserve au programme d'actions pour l'expansion des petites entreprises qu'il a présenté dans son mini-budget du 21 avril? Il a subtilisé cette mesure à mon budget et je l'en félicite. Quand va-t-il y donner suite et quand présentera-t-il le projet de loi à la Chambre? Quand la population du Canada sera-t-elle informée de son programme économique?

Le ministre sait-il que la récession est déjà engagée aux États-Unis? D'après le National Bureau of Economic Research la récession a débuté en janvier. Selon un rapport publié dans le *Globe and Mail* du 5 juin, un membre du bureau aurait déclaré ce qui suit:

«Les choses se dégradent très rapidement, de dire M. Feldstein, beaucoup plus que lors des récessions précédentes.»

La récession qui sévit aux États-Unis est, de toute apparence, beaucoup plus grave que les autres récessions survenues depuis la deuxième guerre mondiale. Quelle mesure le gouvernement entend-il adopter à ce sujet? Voilà pourquoi nous voulons savoir ce que le ministre présentera dans son budget. Quand nous fera-t-il connaître les programmes économiques et financiers à long, à moyen et à court termes du gouvernement? Comment peut-il réduire le déficit tout en continuant à lutter contre le chômage? Est-il au courant de la prévision du sous-ministre des Finances selon laquelle le chômage serait de 8.3 p. 100 cette année et que le taux de 1980-1981, que nous craignons voir atteindre 8.3 p. 100, sera encore pire? C'est ce que le sous-ministre prévoit, d'après la déclaration qu'il a faite au Sénat, il y a une semaine mardi dernier.

Le ministre sait-il que le sous-ministre pense également que le taux d'inflation sera plus élevé que nous l'avions prévu pour l'année 1980 en décembre dernier, alors que nous nous attendions à une augmentation de 11 p. 100 de l'indice des prix à la consommation et une hausse de 10.1 ou de 11.4 p. 100 pour 1981, selon le scénario qui se réaliserait—celui des prix élevés ou des bas prix. Le sous-ministre des Finances prédit maintenant que l'inflation et ces hausses du coût de la vie dépasseront les prévisions de décembre dernier. Son ministère prévoit que le taux de chômage dépassera 8.3 p. 100 cette année et l'année suivante. Que fait le ministre à ce propos? Quelle est son approche?

Après avoir défait le gouvernement précédent sur la présentation de son budget, il y a six mois, et compte tenu du fait que le dernier budget adopté par la Chambre a été présenté en décembre 1978, le gouvernement doit aux députés et au public de présenter un budget avant les vacances d'été. Les ministériels nous doivent certainement cela et s'ils ne présentent pas de budget, c'est qu'ils ne s'acquittent pas de leurs responsabilités car ils nous ont enlevé le pouvoir à cause des mesures que nous proposons pour réduire les problèmes économiques et financiers du Canada.

Nous n'avons pas dit que nous allions mettre le joug de l'indexation sur le dos, le cœur, l'esprit et le portefeuille des gagne-petit, ce que le ministre des Finances considère probable.

Nous ne sommes pas prêts à donner le pouvoir d'emprunter 12 milliards, huit milliards, six milliards de dollars—peut-être six milliards ou un peu moins afin d'être sûrs que le ministre devra de nouveau présenter une demande à la Chambre avant la fin de l'année. Nous pourrions peut-être consentir à l'em-